

La participation active du Canada à de telles missions et son désir de continuer à y participer ont amené les dirigeants du Canada et de l'UE à conclure les négociations relatives à un Accord cadre sur la participation du Canada aux opérations de gestion de crises dirigées par l'Union européenne. Cet accord établit un cadre juridique précisant les modalités générales de la participation du Canada aux opérations de gestion de crises actuelles et futures dirigées par l'UE. L'accord sera soumis pour approbation officielle dans les mois à venir.

Enjeux régionaux

i) Soudan/Darfour

Le Canada et l'UE sont tous deux profondément préoccupés par les crises actuelles au Soudan et recherchent des solutions à ces crises. Notre coopération en vue d'appuyer les efforts que déploient les Nations Unies, le Mouvement du Croissant-Rouge, la Croix-Rouge et les ONG pour fournir une aide humanitaire au peuple du Soudan, et la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) ainsi que les efforts de paix, est sans précédent. Nous travaillons de concert depuis de nombreuses années avec toutes les parties aux conflits au Soudan et avec la communauté internationale pour parvenir à une paix et une réconciliation durables.

Nous avons réaffirmé notre volonté d'appuyer l'accord de paix global qui a mis fin à la guerre civile dans le Sud-Soudan, ainsi que le programme d'action pour l'après-Naivasha, afin de promouvoir une solution démocratique n'excluant aucun groupe. Sur la question du Darfour, nous avons réaffirmé notre soutien en faveur des pourparlers de paix menés sous les auspices de l'Union africaine (UA) à Abuja. Nous avons souligné notre ferme volonté d'aider l'UA dans son action continue visant à élargir sa mission au Soudan au cours des prochains mois en annonçant de nouvelles contributions importantes venant s'ajouter aux efforts déjà consentis.

Nous demeurons résolus à coopérer pour mettre fin à la violence au Darfour, appuyer des efforts de rétablissement de la paix viables dans le Sud-Soudan et faire naître une paix juste et durable que nous jugeons essentielle au règlement des conflits politiques qui ont causé tant de souffrance partout au Soudan.

Nous continuons à engager instamment tous les belligérants au Darfour à négocier un règlement pacifique et à s'abstenir des violations des droits de la personne et du droit international humanitaire qui continuent à mettre les civils en danger, y compris des actes persistants de violence sexuelle et sexiste dirigés contre les femmes et les filles. Nous sommes profondément préoccupés par le harcèlement constant dont sont victimes les organismes humanitaires. De plus, nous exhortons toutes les parties en présence au Soudan à coopérer avec la Cour pénale internationale conformément à la résolution 1593 du Conseil de sécurité de l'ONU.

ii) Afghanistan

Bien que les progrès réalisés dernièrement soient encourageants, le Canada et l'UE reconnaissent que les défis que doit relever l'Afghanistan demeurent considérables et que la reconstruction exige un engagement soutenu et total de la part de la communauté internationale. Dans nos